



Assemblée générale

Distr. générale
30 juin 1998
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Timor oriental

Document de travail établi par le Secrétariat

Additif

Évolution de la situation politique

1. Le changement de gouvernement en Indonésie le 21 mai 1998, lorsque M. B. J. Habibie a remplacé le Président Suharto à la tête du pays, a été suivi par de nouveaux appels à un règlement rapide de la question du Timor oriental. Immédiatement après la démission de M. Suharto, le Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) a demandé la libération immédiate et sans condition de M. Xanana Gusmão et a exigé de participer aux pourparlers tenus sous l'égide de l'ONU entre l'Indonésie et le Portugal¹. Des étudiants ont manifesté dans les villes de Dili et de Jakarta. Le 10 juin, plus de 3 000 étudiants se sont rassemblés à l'Université du Timor oriental pour demander l'organisation d'un référendum libre et régulier². Le 12 juin, plus de 1 000 Timorais ont manifesté devant le Ministère indonésien des affaires étrangères à Jakarta pour réclamer la tenue d'un référendum, la libération des prisonniers politiques timorais et la mise en oeuvre des recommandations de l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'homme au Timor oriental. La police serait intervenue et aurait contraint les manifestants à monter dans des cars sous son escorte. Trois jeunes gens auraient été blessés et trois étudiantes ont reçu des soins dans un hôpital de Jakarta. Les autorités militaires ont confirmé que nombre de manifestants avaient été arrêtés pour être interrogés dans le camp militaire de Cibubur, à la périphérie de Jakarta³.

2. Le 27 mai 1998, M. Christopher Smith, Président du Sous-Comité des droits de l'homme de la Chambre des représentants des États-Unis, a rencontré M. Xanana Gusmão dans sa prison de Jakarta. M. Smith a déclaré qu'il avait remis au Président Habibie une lettre signée par 15 membres du Congrès, demandant la libération des prisonniers politiques et l'instauration d'un dialogue sur le statut politique du Timor oriental. À Canberra, d'après plusieurs journaux, le Ministre australien des affaires étrangères, M. Alexander Downer, aurait dit que

la libération de Xanana Gusmão contribuerait au règlement de la question du Timor oriental et que les Timorais «devaient davantage avoir voix au chapitre dans la gestion de leurs propres affaires»⁴. Le 20 juin 1998, un porte-parole du Ministère portugais des affaires étrangères a déclaré qu'il fallait que les représentants du territoire participent aux négociations tenues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et que la population s'exprime lors d'un référendum démocratique qui serait organisé sous contrôle international⁵.

3. Le 16 juin 1998, les forces de sécurité ont tiré sur deux jeunes Timorais à Manatuto, à une centaine de kilomètres à l'est de Dili, alors qu'ils chargeaient du bois dans un camion. Herman das Dores Soares, âgé de 21 ans, est mort sur le trajet de l'hôpital. Le lendemain, des centaines d'étudiants et de jeunes ont envahi le bâtiment de l'Assemblée provinciale de Dili pour dénoncer ce meurtre et demander que la Commission des droits de l'homme enquête sur cette affaire. À Jakarta, environ 400 Timorais ont manifesté devant le Ministère indonésien de la justice. L'armée a présenté publiquement ses excuses. D'après l'agence France-Presse, le colonel Mudjino, chef adjoint du commandement militaire du Timor oriental, aurait confié avoir ordonné une enquête approfondie et aurait présenté ses excuses à la famille, à l'archevêque et à la population en général. Il aurait ajouté que le soldat auteur des coups de feu était interrogé par la police militaire et que les sanctions voulues seraient prises à son encontre conformément à la loi⁶.

4. Lors du sommet de l'Union européenne qui s'est tenu à Cardiff, au Pays de Galles, les 15 et 16 juin 1998, le Conseil européen a rendu publiques des conclusions de sa présidence qui abordaient comme suit la question du Timor oriental :

«Le Conseil européen a examiné les implications de la situation actuelle au Timor oriental. Il a rappelé l'importance d'une solution juste, globale et internationalement acceptable et réaffirme qu'il appuie les efforts déployés sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à cette fin. Il demande en outre à l'Indonésie de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales et demande la libération de tous les prisonniers politiques, y compris ceux du Timor oriental, et il a décidé de continuer à demander la libération rapide de Xanana Gusmão. Le Conseil européen souligne qu'il importe de continuer de fournir une assistance au Timor oriental conformément à la position commune de l'Union européenne.»

5. Le 12 juin 1998, le Président Habibie a gracié 12 prisonniers politiques⁷. Quinze prisonniers politiques du Timor oriental ont au total été libérés depuis que M. Habibie est arrivé à la présidence en mai⁸. Le 20 juin, plus de 50 membres de l'Association des étudiants et de la jeunesse du Timor oriental (Impettu) ont pu rendre visite au dirigeant détenu Xanana Gusmão à l'occasion de son anniversaire⁹.

6. Le 10 juin 1998, à l'Organisation des Nations Unies, le porte-parole du Secrétaire général a dit que le Secrétaire général jugeait encourageante l'amorce d'un dialogue plus déterminé en vue de la résolution de la question du Timor oriental. Il s'est aussi félicité d'apprendre que le Président Habibie avait signé un décret ordonnant la libération de 15 prisonniers politiques et il a formé l'espoir que cela motiverait à la libération de tous les autres prisonniers politiques du Timor oriental¹⁰. Le 18 juin, le porte-parole du Secrétaire général a déclaré que M. Alatas, Ministre indonésien des affaires étrangères, avait rencontré le Secrétaire général à la demande du Président Habibie. Le porte-parole a déclaré que M. Alatas avait fait part, au sujet du Timor oriental, d'importantes propositions dont le Secrétaire général avait jugé qu'elles «marquaient une évolution importante du processus»¹¹.

7. L'agence de presse indonésienne Antara a rapporté que M. Alatas avait déclaré que l'Indonésie était prête à accorder au Timor oriental une «autonomie partielle restreinte». Seraient exclues de l'autonomie les affaires étrangères, les finances, la défense et la sécurité.

On a aussi rapporté que le Président Habibie avait rejeté une demande de référendum qu'avait faite un mouvement indépendantiste. Des membres du Gouvernement ont déclaré à Jakarta qu'un tel référendum ne ferait qu'attiser le conflit entre les deux parties au sujet de la question de l'indépendance du Timor oriental¹².

8. La visite d'une troïka de l'Union européenne au Timor oriental a été assombrie par des violences le 29 juin, après qu'un homme a été tué pendant un échange de coups de feu. L'incident se serait produit lorsque des agents des services de renseignements indonésiens qui suivaient le convoi des visiteurs ont fait feu sur une foule de manifestants indépendantistes qui avaient attaqué leur voiture, la bombardant de cailloux. Au moins cinq autres personnes auraient été blessées. Un autre décès s'est produit le 28 juin. Des soldats indonésiens auraient séparé deux groupes de manifestants qui cherchaient à se rendre à Dili pour parler aux ambassadeurs de l'Union européenne. Les Ambassadeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'Autriche et des Pays-Bas ont décidé d'abrégier leur visite et de rentrer à Jakarta. Une déclaration rendue publique par le Royaume-Uni indiquait : «Nous regrettons beaucoup la mort d'Orlando Marcelino da Costa» et «nous avons demandé aux autorités de mener une enquête complète sur cet incident afin que ceux qui sont responsables rendent des comptes»¹³.

Notes

¹ Agence France-Presse, 22 mai 1998.

² Associated Press, 10 juin 1998.

³ Associated Press, 12 juin 1998; M2 Communications, 16 juin 1998.

⁴ *International Herald Tribune*, 28 mai 1998.

⁵ Agence France-Presse, 17 juin 1998.

⁶ Deutsche Presse-Agentur GmbH, 17 juin 1998; Reuter, 17 juin 1998; agence France-Presse, 17 juin 1998; *The Washington Post*, 18 juin 1998.

⁷ Associated Press, 12 juin 1998.

⁸ Agence France-Presse, 17 juin 1998.

⁹ Agence France-Presse, 20 juin 1998.

¹⁰ Point de presse quotidien du Bureau du porte-parole du Secrétaire général, 10 juin 1998.

¹¹ Point de presse quotidien du Bureau du porte-parole du Secrétaire général, 18 juin 1998.

¹² Deutsche Presse-Agentur GmbH, 24 juin 1998.

¹³ Agence France-Presse, 30 juin 1998.